

ADMIS ➔ **FONCTION PUBLIQUE**

**2026
2027**

2^e édition

POLITIQUES PUBLIQUES

Catégories A et B

COURS + ENTRAÎNEMENT
POUR RÉUSSIR ÉCRIT ET ORAL



Introduction
sur les politiques publiques



Auto-évaluation
et planning de révision



Tout le cours en 50 fiches



50 questions à réponse courte
corrigées et test bilan

OFFERT EN LIGNE



- Fil d'actu mois par mois
- 100 QCM interactifs

Vuibert
N°1 DES CONCOURS

POLITIQUES PUBLIQUES

ADMIS  **FONCTION
PUBLIQUE**

**CONCOURS
2025-2026**

2^e édition

POLITIQUES PUBLIQUES

Ouvrage coordonné par **Jérôme Calauzènes**,
professeur en CPGE, enseignant en histoire à Sciences Po
Saint-Germain-en-Laye

Nathalie Coste Trin Dinh,
directrice des études du 1^{er} cycle et professeure d'histoire
à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye

Frédéric Ingelaere,
fonctionnaire au ministère de l'Action et des Comptes publics,
chargé d'enseignement en droit public à l'Ulco

Rémi Pérès,
professeur en classes préparatoires (École normale supérieure,
Cachan, lycée Marie-Curie, Sceaux), membre de jurys de concours
(agrégation, CAPET, ESSEC, ENA)

Benoît Quennedey,
ancien élève de l'ENA, professeur à la Prépa ISP

Pascal Simon-Doutreluingne,
professeur agrégé d'économie-gestion,
docteur en droit public

Vuibert

Ressources numériques



Téléchargez nos compléments en ligne :

▶ **100 QCM interactifs**

▶ **Un fil d'actualité mois par mois**

sur **www.vuibert.fr/site/221718**

ISSN : 2114-9305

ISBN : 978-2-311-22171-8

Photo de la couverture : iStock @ marc chesneau

Conception de la couverture : Primo Primo

Réalisation de la couverture : Les PAOistes

Conception de l'intérieur : Séverine Tanguy

Composition : So'Graph



La loi du 11 mars 1957 n'autorisant aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.

Le « photocopillage », c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le « photocopillage » menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. Des photocopies payantes peuvent être réalisées avec l'accord de l'éditeur.

S'adresser au Centre français d'exploitation du droit de copie : 20, rue des Grands-Augustins, F-75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70

© Vuibert – août 2025 – 5, allée de la 2^e DB – 75015 Paris

Site Internet : <http://www.vuibert.fr>

Sommaire

pour se repérer

Travail
réalisé

Introduction	9	☐
Auto-évaluation	13	☐
Planning de révision	17	☐

PARTIE 1

**L'État : organisation, moyens,
objectifs, réformes, valeurs**



► Fiche 1 : Les missions essentielles de l'État	22	☐
► Fiche 2 : L'organisation de l'État	26	☐
► Fiche 3 : La réforme de l'État	31	☐
► Fiche 4 : L'aménagement du territoire	36	☐
► Fiche 5 : La décentralisation et son bilan	40	☐
► Fiche 6 : La gestion des finances publiques	44	☐
► Fiche 7 : La politique budgétaire	48	☐
► Fiche 8 : La politique fiscale	53	☐
► Fiche 9 : L'État employeur	58	☐
► Fiche 10 : L'évaluation des politiques publiques	62	☐

PARTIE 2 Les politiques régaliennes



► Fiche 11 : L'État et la laïcité	68	☐
► Fiche 12 : La déontologie des décideurs publics	72	☐
► Fiche 13 : Les politiques migratoires	76	☐
► Fiche 14 : La lutte contre les discriminations	80	☐
► Fiche 15 : Les politiques publiques face au handicap	84	☐
► Fiche 16 : L'administration, les pouvoirs publics et les usagers	88	☐
► Fiche 17 : La politique de défense	92	☐
► Fiche 18 : La politique de sécurité intérieure	96	☐
► Fiche 19 : La politique pénale	101	☐
► Fiche 20 : La concurrence	106	☐
► Fiche 21 : La protection civile de la population	110	☐

PARTIE 3 Les politiques sectorielles



Europe et Affaires étrangères

► Fiche 22 : La politique étrangère de la France	120	☐
► Fiche 23 : Le rayonnement de la France à l'étranger	124	☐
► Fiche 24 : La francophonie	128	☐
► Fiche 25 : La France et l'Europe	132	☐

Éducation nationale, jeunesse et sport

- **Fiche 26** : La politique de l'éducation. 138 ☐
- **Fiche 27** : La politique sportive. 143 ☐

Enseignement supérieur, recherche et innovation

- **Fiche 28** : La politique de l'enseignement supérieur. 150 ☐
- **Fiche 29** : La politique de la recherche. 155 ☐

Économie, finances, relance

- **Fiche 30** : La politique industrielle. 160 ☐
- **Fiche 31** : La politique numérique. 164 ☐
- **Fiche 32** : Économie sociale, solidaire et responsable. 168 ☐

Agriculture, alimentation et mer

- **Fiche 33** : La politique agricole. 174 ☐
- **Fiche 34** : La politique de la mer. 179 ☐

Travail, emploi et insertion

- **Fiche 35** : Les politiques de l'emploi. 186 ☐
- **Fiche 36** : La réforme des retraites. 190 ☐
- **Fiche 37** : Les politiques du marché du travail. 194 ☐

Solidarités et santé

- **Fiche 38** : La politique de santé. 200 ☐
- **Fiche 39** : La politique familiale. 205 ☐
- **Fiche 40** : Le vieillissement de la population. 210 ☐

Outre-mer

► Fiche 41 : Les pôles.	216	☐
-------------------------------------	-----	--------------------------

► Fiche 42 : L'outre-mer	220	☐
---------------------------------------	-----	--------------------------

Transition écologique et cohésion des territoires

► Fiche 43 : La politique énergétique.	226	☐
--	-----	--------------------------

► Fiche 44 : La lutte contre la pauvreté	230	☐
---	-----	--------------------------

► Fiche 45 : La politique de la ville.	235	☐
--	-----	--------------------------

► Fiche 46 : Les politiques du logement, de l'habitat et de l'hébergement. ...	239	☐
---	-----	--------------------------

► Fiche 47 : La politique de transport et de mobilité	243	☐
--	-----	--------------------------

► Fiche 48 : La protection de l'environnement	247	☐
--	-----	--------------------------

Culture

► Fiche 49 : La politique culturelle.	252	☐
---	-----	--------------------------

► Fiche 50 : Les médias.	256	☐
--------------------------------------	-----	--------------------------

Test bilan	261	☐
-------------------------	-----	--------------------------

Conclusion	265	☐
-------------------------	-----	--------------------------

Introduction

1. Qu'entend-on par « politique publique » ?

Les politiques publiques sont aujourd'hui sous le feu des projecteurs. À la suite de la crise de la Covid-19 et en lien avec une volonté des citoyens de se réapproprier la politique, chacun y va de son avis sur les mesures prises par les pouvoirs publics. En outre, à l'heure des réseaux sociaux et d'une certaine défiance vis-à-vis du politique, elles sont soumises à nombre de critiques, par différents acteurs, qu'ils soient spécialistes de ces questions ou non.

La notion de politique publique reste pourtant complexe. Le sociologue Jean-Claude Thoenig, dans son *Dictionnaire des politiques publiques* (2014), affirme que ce terme désigne les « *interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale sur un domaine spécifique de la société ou du territoire* ». Quant à Jean Turgeon, professeur émérite à la faculté de droit de Laval, au Canada et Jean-François Savard, professeur de science politique à l'École nationale d'administration publique au Québec, ils établissent plutôt que la politique publique est avant tout un **document élaboré par des acteurs publics, notamment gouvernementaux, afin de présenter une vision à propos d'une question susceptible de faire l'objet d'une action publique. Certains y voient également un processus où les élus décident d'une action publique sur un thème pour lequel les décideurs publics ont exigé d'agir.**

Pour résumer, on pourrait reprendre les propos de Cirille Nyeck, consultant et formateur en conduite du changement, dans son *Dictionnaire d'administration publique* (2014), et affirmer que les **politiques publiques représentent des « actions spécifiques interreliées et officielles, annoncées ou entreprises à un moment donné par une autorité étatique légitime, au niveau local, national ou international, et orientées vers la résolution d'un problème public ».**

Ces politiques publiques peuvent être analysées lors des différentes étapes de leur mise en œuvre, depuis leur genèse, c'est-à-dire à partir du moment où un problème public a été sélectionné, jusqu'à l'instauration d'une ou de plusieurs mesures. Elles sont ainsi mises en œuvre par **divers acteurs et à différentes échelles**. Si l'État a longtemps eu le monopole de la mise en place des politiques publiques, la décentralisation et la construction européenne tendent à donner une certaine marge de manœuvre aux collectivités et aux institutions communautaires. Les politiques publiques touchent à différents domaines qui semblent aujourd'hui de plus en plus larges, même si elles se heurtent à une logique financière et à la question des coûts.

La science administrative tend par conséquent de plus en plus à **analyser et évaluer les politiques publiques** en fonction de leur capacité à atteindre des objectifs, et donc à mesurer l'efficacité des moyens déployés. Il est ainsi possible de décrire la capacité de la puissance publique à gérer les attentes des citoyens et les problèmes de la société, à agir en fonction d'une stratégie publique à différents termes.

2. En quoi consiste cet ouvrage ?

Le présent ouvrage a pour ambition de dresser un panorama structuré, lisible et détaillé de l'ensemble des politiques publiques mises en place en France. Chacune des **50 fiches** suit ainsi le même plan :

- Chaque politique publique est d'abord replacée dans son **contexte**, afin de pouvoir en extraire les enjeux.
- Les principaux **objectifs** sont ensuite présentés, pour permettre d'étudier quelles sont les finalités de l'action publique.
- Les **outils** dégagent les principaux axes de ces politiques : administrations en charge, rapports, lois, actions diverses, etc.
- Les **résultats** et les **débats** en cours permettent enfin d'établir un premier bilan des actions menées et d'expliquer les critiques qui sont parfois à l'œuvre et qui seraient susceptibles, ou non, de réorienter ces actions à court ou à moyen terme.

3. À qui s'adresse-t-il ?

Il est en premier lieu destiné aux **candidats et futurs candidats des concours de la fonction publique de catégories A et B**.

De nombreux concours supposent des connaissances précises en matière de politiques publiques. En voici quelques exemples, pour des épreuves écrites :

Concours de la fonction publique et catégorie	Épreuves pour lesquelles la connaissance des politiques publiques est notamment indispensable
Administrateur du Sénat Cat. A	Admissibilité : Deuxième épreuve : composition portant sur le droit constitutionnel et les institutions politiques (durée : 4 heures – coefficient 4)
Administrateur de l'Assemblée nationale Cat. A	Admissibilité : Composition portant sur la science politique et le droit constitutionnel (durée : 4 heures – coefficient 4)
Administrateur adjoint de l'Assemblée nationale Cat. A	Admission : Épreuve écrite de Question à réponse courte portant sur les institutions politiques (durée : 3 heures – coefficient 2)
Commissaire/Officier de la police nationale Cat. A	Admissibilité : Épreuve consistant en un questionnaire à choix multiple ou à réponses courtes portant sur les connaissances générales des événements qui font l'actualité politique française et internationale, le fonctionnement institutionnel politique français et européen, etc.

De nombreux autres concours de catégories A et B nécessitent aussi une solide connaissance des politiques publiques, qu'il s'agisse d'épreuves écrites (notes sur dossier, dissertations ou compositions, QCM, etc.) ou orales. Ces connaissances sont notamment les bienvenues pour les concours d'attaché territorial, de rédacteur territorial, de directeur des services pénitentiaires, de gardien de la paix, de

directeur pénitentiaire d'insertion et de probation, de conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation, etc.

De manière générale, enfin, **tous les entretiens oraux d'admission** nécessitent une solide connaissance des politiques publiques, en général, et de certaines d'entre elles en particulier (en fonction de la spécialisation du concours).

4. Comment l'ouvrage est-il organisé ?

Le début de l'ouvrage présente une **première autoévaluation autour d'un QCM de 20 questions**. C'est un point de départ pour vous permettre de faire un bilan de vos connaissances de départ sur les politiques publiques. À la suite de ce test, nous vous soumettrons un planning qui, en fonction de vos résultats, vous proposera des pistes, afin d'organiser vos révisions et, ainsi, de progresser.

L'intégralité du cours est proposée sous forme de **50 fiches synthétiques**, contenant les connaissances essentielles. Elles sont organisées en trois parties :

- Partie 1 – L'État : organisation, moyens, objectifs, réforme, valeurs.
- Partie 2 – Les politiques régaliennes.
- Partie 3 – Les politiques sectorielles. Elles se déclinent en plusieurs sous-parties :

- Europe et affaires étrangères.
- Éducation nationale, jeunesse et sports.
- Enseignement supérieur, recherche et innovation.
- Économie, finances, relance.
- Agriculture, alimentation et mer.
- Travail, emploi, insertion.
- Solidarités et santé.
- Outre-mer.
- Transition écologique et cohésion des territoires.
- Culture.

Chaque fiche comprend, à la fin, un exercice de rédaction : une **question à réponse courte, avec sa correction**.

En fin d'ouvrage, vous trouverez enfin un **QCM général de 20 questions**, afin d'évaluer à nouveau vos connaissances et vos progrès. Il vous permettra également de réviser les notions assimilées. Vous trouverez par ailleurs, en ligne, d'autres QCM pour évaluer vos connaissances.



Afin d'organiser vos révisions, nous vous proposons ce QCM d'auto-évaluation. Il comporte 20 questions portant sur les différentes épreuves qui constituent le concours. Pour chaque question, une seule réponse est possible.

QCM

❶ Que signifie FEADER ?

- ☐ a. Fonds européen agricole pour le développement rural.
- ☐ b. Fonds européen agricole pour la dotation économique régionale.
- ☐ c. Fonds européen d'aménagement et de développement économique régional.
- ☐ d. Fonds européen d'action pour la dotation d'équipements régionaux.

❷ Quel article de la Constitution de 1958 évoque le fait que les collectivités territoriales « s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences » ?

- ☐ a. L'article 1.
- ☐ b. L'article 53.
- ☐ c. L'article 72.
- ☐ d. L'article 74.

❸ En 2025, combien l'Organisation internationale de la francophonie compte-t-elle de membres à part entière ?

- ☐ a. 34.
- ☐ b. 44.
- ☐ c. 56
- ☐ d. 64.

❹ Qu'est-ce que le principe de coconstruction de la politique de la ville ?

- ☐ a. Le fait d'établir un partenariat public-privé dans le cadre de projets de reconstruction urbaine.
- ☐ b. Le fait d'associer les habitants à des projets de reconstruction urbaine.
- ☐ c. Le fait d'associer État et collectivités territoriales dans le cadre de projets de reconstruction urbaine.
- ☐ d. Le fait d'encourager la multiplication de contrats entre les trois niveaux de collectivités territoriales dans le cadre de projets de reconstruction urbaine.

❺ Quelle loi oblige certaines communes à disposer d'un taux minimal de logements sociaux ?

- ☐ a. La loi SRU.
- ☐ b. La loi PACTE.
- ☐ c. La loi DALO.
- ☐ d. La loi PUMa.

6 Les terres agricoles représentent en France :

- ☐ a. 28 millions d'hectares
- ☐ b. 63 millions d'hectares
- ☐ c. 72 millions d'hectares
- ☐ d. 89 millions d'hectares

7 Dans la période 2021-2027, le budget de la PAC (politique agricole commune) représente près de :

- ☐ a. 185 milliards d'euros
- ☐ b. 202 milliards d'euros
- ☐ c. 386 milliards d'euros
- ☐ d. 409 milliards d'euros

8 Le Grenelle de la Mer est apparu (en France) en :

- ☐ a. A. 2009
- ☐ b. 2015
- ☐ c. 2019
- ☐ d. 2023

9 Qui a présenté, en octobre 2018, le rapport de la mission d'information sur une nouvelle régulation de la communication audiovisuelle à l'ère numérique ?

- ☐ a. Aurore Bergé.
- ☐ b. Françoise Nyssen.
- ☐ c. Franck Riester.
- ☐ d. Bruno Racine.

10 L'Ifreco a pour but de protéger :

- ☐ a. les écosystèmes régionaux.
- ☐ b. les récifs coralliens.
- ☐ c. l'économie régionale outre-mer.
- ☐ d. l'écologie des rivages.

11 Qu'est-ce que la DGESCO ?

- ☐ a. La Direction générale de l'enseignement scolaire.
- ☐ b. La Direction générale de l'évaluation des services collectifs.
- ☐ c. La Direction générale de l'évaluation scolaire.
- ☐ d. La Direction générale des études sociales et des collectivités.

12 En matière de politique sportive, la loi du 2 mars 2022 est particulièrement importante. En quoi consiste-telle ?

- ☐ a. Loi visant à lutter contre le dopage dans le sport
- ☐ b. Loi réglant les activités financières des clubs professionnels de football
- ☐ c. Loi visant à démocratiser le sport en France
- ☐ d. Loi relative à la répartition des recettes des droits télévisuels

13 La réforme des retraites proposée sous le mandat d'Emmanuel Macron a visé à supprimer les régimes spéciaux de retraite. Combien en comptait-on ?

- ☐ a. 12.
- ☐ b. 22.
- ☐ c. 32.
- ☐ d. 42.

14 À quelle réforme fait-on allusion lorsque l'on évoque le passage de 62 à 64 ans pour l'âge légal de départ à la retraite ?

- ☐ a. La réforme Borne
- ☐ b. La réforme Touraine
- ☐ c. La réforme Bayrou
- ☐ d. La réforme Valls

15 Quel comité a été créé par Brigitte Bourguignon le 15 février 2021 ?

- ☐ a. Le comité stratégique de lutte contre l'isolement des personnes âgées.
- ☐ b. Le comité stratégique de lutte contre la dépendance.
- ☐ c. Le comité stratégique de lutte contre la maltraitance des personnes âgées.
- ☐ d. Le comité stratégique de lutte contre la pauvreté des personnes âgées.

16 Qu'est-ce qui n'était pas prévu par le plan de transformation ministériel de 2018 dans le cadre de la relation entre l'administration et les usagers ?

- ☐ a. Assouplir la centralisation de l'État.
- ☐ b. Simplifier les instances de dialogue social.
- ☐ c. Développer le recours aux contractuels dans la fonction publique.
- ☐ d. Augmenter le volume des horaires d'ouverture au public.

17 Que sont les BOP en matière de finances publiques ?

- ☐ a. Budgets opérationnels de programme.
- ☐ b. Budgets d'orientation programmatiques.
- ☐ c. Budgets en matière d'organisation politique.
- ☐ d. Budgets d'ouverture programmatique.

18 La politique de concurrence est :

- ☐ a. une compétence exclusive de l'UE.
- ☐ b. une compétence exclusive de l'État français.
- ☐ c. déléguée aux collectivités territoriales.
- ☐ d. une compétence partagée entre l'UE et l'État français.

19 Que ne prévoit pas la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019 ?

- ☐ a. Elle décrète l'urgence écologique et climatique.
- ☐ b. Elle prévoit d'atteindre la « neutralité carbone » en France à l'horizon 2050.
- ☐ c. Elle prévoit de diviser les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six.
- ☐ d. Elle décrète la fermeture progressive des centrales nucléaires d'ici à 2050.

20 Que signifie RGPD ?

- ☐ a. Règlement général sur les politiques décentralisées.
- ☐ b. Règlement général sur la protection des données.
- ☐ c. Règlement général sur la politique des données.
- ☐ d. Règlement général la prévention et les données.

Corrigé du QCM d'autoévaluation

1. a. ; 2. a., b., c. et d. ; 3. c. ; 4. b. ; 5. a. ; 6. a. ; 7. c. ; 8. a. ; 9. a. ; 10. b. ; 11. a. ; 12. c. ; 13. d. ; 14. b. ; 15. a. ; 16. d. ; 17. a. ; 18. a. ; 19. d. ; 20. b.

Analyse des résultats

Résultats	Vous avez entre 0 et 7/20	Vous avez entre 8 et 11/20	Vous avez entre 12 et 16/20	Vous avez 17/20 ou plus
Analyses et conseils	Vous manquez de connaissances sur les politiques publiques. Les correcteurs peuvent le constater dans les copies et de nombreux jurys le remarquent aussi à l'oral. Il vous faut donc acquérir des bases plus solides, pour mettre le maximum de chances de votre côté. De nombreux éléments sont à votre disposition dans cet ouvrage.	Vous disposez de quelques bases, mais elles sont loin d'être générales et sont peut-être trop spécialisées sur certains aspects. Il se peut également que vous ne maîtrisiez que les grandes lignes des politiques publiques. Le présent ouvrage va vous permettre d'approfondir votre savoir et de le généraliser à l'ensemble des politiques publiques.	Votre niveau de connaissance est assez solide, mais vous pouvez encore progresser. Certaines politiques publiques ne sont vraisemblablement pas encore bien maîtrisées et vous n'avez pas pu répondre à certaines questions plus pointues. Notre ouvrage va vous aider à aller plus dans le détail des différentes politiques publiques, pour devenir un expert dans la totalité d'entre elles.	Vous disposez d'un très bon niveau de connaissances. Cela dit, l'ouvrage a pour but de vous faire acquérir, encore plus en détail, des éléments plus précis, qui vous permettront de faire la différence lors des concours, à l'écrit comme à l'oral. Il est toujours possible de progresser.

Planning de révision



En fonction du résultat obtenu lors de la première série de 20 questions, nous vous proposons de **vous aider à organiser votre travail pour progresser**.

Comme tous les candidats ne commencent pas la préparation au même moment (certains disposent d'un an, d'autres de quelques mois), nous vous laissons la liberté de compléter la colonne « période » du tableau ci-dessous, en fonction du temps dont vous disposez.

Profil 1 : Vous avez obtenu entre 0 et 7/20

PÉRIODES	NOTIONS À ABORDER	NOS OUTILS
Période 1	Partie 1 sur l'État	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐
Période 2	Partie 2 sur les politiques régaliennes	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐
Période 3	Partie 3 sur les politiques sectorielles : Europe et affaires étrangères, Éducation nationale, jeunesse et sports, Enseignement supérieur, recherche et innovation, Économie, finances et relance, Agriculture, alimentation et mer.	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐
Période 4	Partie 3 sur les politiques sectorielles : Travail, emploi et insertion, Solidarités et santé, Outre-mer et pôles, Transition écologique et cohésion des territoires, Culture.	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐

Profil 2 : Vous avez obtenu entre 8 et 11/20

PÉRIODES	NOTIONS À ABORDER	NOS OUTILS
Période 1	Partie 1 sur l'État et Partie 2 sur les politiques régaliennes	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐
Période 2	Partie 3 sur les politiques sectorielles : Europe et affaires étrangères, Éducation nationale, jeunesse et sports, Enseignement supérieur, recherche et innovation, Économie, finances et relance, Agriculture, alimentation et mer.	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐
Période 3	Partie 3 sur les politiques sectorielles : Travail, emploi et insertion, Solidarités et santé, Outre-mer et pôles, Transition écologique et cohésion des territoires, Culture.	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐
Période 4	Révisions générales	Fiches de cours à réviser ☐ QCM interactifs ☐ Questions à réponse courte ☐ Fil d'actu ☐

Profil 3 : Vous avez obtenu entre 12 et 16/20

PÉRIODES	NOTIONS À ABORDER	NOS OUTILS
Période 1	Partie 1 sur l'État et Partie 2 sur les politiques régaliennes Partie 3 sur les politiques sectorielles : Europe et affaires étrangères, Éducation nationale, jeunesse et sports, Enseignement supérieur	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐
Période 2	Partie 3 Recherche et innovation, Économie, finances et relance, Agriculture, alimentation et mer, Travail, emploi et insertion, Solidarités et santé, Outre-mer et pôles, Transition écologique et cohésion des territoires, Culture.	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐
Période 3	Révisions générales	Fiches de cours à réviser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐
Période 4	Révisions générales	Fiches de cours à réviser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM ☐ Fil d'actu ☐

Profil 4 : Vous avez obtenu entre 17 et 20/20

PÉRIODES	NOTIONS À ABORDER	NOS OUTILS
Période 1	Partie 1 sur l'État et Partie 2 sur les politiques régaliennes Partie 3 sur les politiques sectorielles : Europe et affaires étrangères, Éducation nationale, jeunesse et sports, Enseignement supérieur.	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐
Période 2	Partie 3 Recherche et innovation, Économie, finances et relance, Agriculture, alimentation et mer, Travail, emploi et insertion, Solidarités et santé, Outre-mer et pôles, Transition écologique et cohésion des territoires, Culture.	Fiches de cours à mémoriser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐
Période 3	Révisions générales	Fiches de cours à réviser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐ + approfondissement des fiches de cours ☐
Période 4	Révisions générales	Fiches de cours à réviser ☐ Questions à réponse courte ☐ QCM interactifs ☐ Fil d'actu ☐ + approfondissement des fiches de cours ☐



L'État : organisation, moyens, objectifs, réformes, valeurs

■ Fiche 1 : Les missions essentielles de l'État	22
■ Fiche 2 : L'organisation de l'État	26
■ Fiche 3 : La réforme de l'État	31
■ Fiche 4 : L'aménagement du territoire	36
■ Fiche 5 : La décentralisation et son bilan	40
■ Fiche 6 : La gestion des finances publiques	44
■ Fiche 7 : La politique budgétaire	48
■ Fiche 8 : La politique fiscale	53
■ Fiche 9 : L'État employeur	58
■ Fiche 10 : L'évaluation des politiques publiques	62

FICHE 1 : Les missions essentielles de l'État

1. Contexte

L'État se définit, en droit international, par la conjonction de trois éléments : une population, un territoire et un gouvernement. Un État ne dépend d'aucun autre État : sa souveraineté est l'un de ses attributs. La **diplomatie** s'entend comme le domaine des relations entre les États.

L'organisation étatique des sociétés est ainsi un phénomène relativement récent dans l'histoire de l'humanité : des sociétés sans État de chasseurs-cueilleurs occupaient encore le tiers de la surface terrestre il y a 400 ans.

Dès l'origine, les dirigeants ont justifié l'existence des États par des fonctions de **sécurité** des populations et du territoire : maintien de l'ordre public – auquel sont associées la justice et la définition de normes –, protection contre les ennemis extérieurs (par une armée, dans le cadre de la politique de défense) ou encore prévention des catastrophes naturelles (sécurité civile).

Les **fonctions régaliennes**, liées à la souveraineté, reposent quant à elles sur la sécurité extérieure (assurée par la diplomatie et la défense), la sécurité intérieure, la justice, ainsi que la définition des règles de droit, et, dans le domaine économique, sur l'émission de la monnaie et les finances publiques (administration de l'impôt et vote du budget). D'autres fonctions sont liées à l'exercice de la souveraineté sur une population (état civil) et un territoire (organisation administrative). Enfin, la désignation des dirigeants (par les élections) est également une des missions essentielles de l'État.

La **sécurité économique et sociale** ne fait en revanche pas consensus. Les libéraux visent à limiter l'intrusion de l'État dans la vie privée et les activités économiques, en prônant un État minimal garantissant la liberté, la sûreté et la propriété privée. Les keynésiens insistent pour leur part sur le rôle économique de l'État pour lutter contre les crises et réduire les inégalités ; l'État providence ne se limite ainsi plus aux seules fonctions régaliennes garanties par l'État gendarme. Enfin, selon Marx et Engels, l'État reflète la division de la société en classes sociales antagonistes car il est au service de la bourgeoisie dominante dans la société capitaliste : le dépérissement de l'État doit conduire à la société communiste, sans classes et sans État, où l'homme est libéré de toute aliénation.

2. Objectifs

L'État contemporain en France a vu ses fonctions se diversifier, notamment lors des deux guerres mondiales et pour assurer une protection face aux risques sociaux (après la crise de 1929 et à la Libération, avec la création de la protection sociale en 1945).

Aujourd'hui, il assure ainsi une pluralité de missions :

- **Protéger**, tant contre les menaces intérieures (insécurité, catastrophes naturelles, autres menaces environnementales) qu'extérieures (défense nationale). Ses moyens mobilisent notamment les forces de police et de gendarmerie (pour la sécurité intérieure), les militaires et les diplomates, ainsi que les fonctionnaires du ministère de la Justice. S'agissant des forces de l'ordre et de l'armée, l'État dispose du monopole de la violence physique légitime¹.

- **Éduquer** (et mener une politique de recherche publique), tant au niveau de l'enseignement primaire que de l'enseignement supérieur, puis de la formation continue.

- **Réguler l'économie.**

- **Assurer et protéger contre les risques sociaux** (maladie, handicap, chômage, vieillesse, dépendance) et prendre en compte les charges familiales.

- **Garantir une redistribution sociale.**

- **Lutter contre les discriminations.**

- **Favoriser le sport et la culture.**

- Etc.

Depuis 2006, les crédits du budget de l'État sont regroupés en unités de vote par le Parlement (les « missions budgétaires »). Chacune d'elles reprend l'ensemble des moyens budgétaires concourant à une même politique publique : défense, justice, action extérieure de l'État, etc.

3. Outils

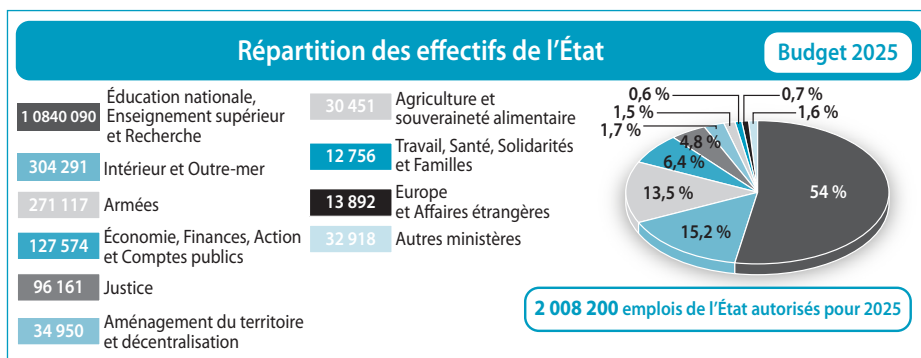
Dans un régime parlementaire comme celui de la France, le **pouvoir exécutif** est exercé par le chef de l'État (en France, le président de la République) et le gouvernement (dirigé par le Premier ministre et formé de ministres et de secrétaires d'État).

Selon l'article 5 de la Constitution de 1958, le président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, ainsi que la continuité de l'État. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités. Pour sa part, le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation (article 21 de la Constitution) et est responsable devant le Parlement, titulaire du **pouvoir législatif**. Enfin, le **pouvoir judiciaire** sanctionne le non-respect des normes.

Pour mener sa politique, le gouvernement dispose d'un budget (le budget de l'État), d'actifs (immeubles, éléments du domaine public, participations financières de l'État dans des entreprises publiques et privées, etc.) et d'agents publics, dont les deux tiers ont le statut de fonctionnaires.

1. Max Weber, *Le Savant et le Politique*, 10/18, 2002. Conférences prononcées en 1917 et 1919.

Emplois et chiffres clés du budget de l'État pour 2025



Source : d'après la Direction du budget.

L'administration d'État est formée des administrations centrales et des services déconcentrés de l'État dans les départements et les régions. L'organisation administrative française actuelle est largement déconcentrée.

La décentralisation désigne un processus de transfert des compétences étatiques de l'État central aux collectivités territoriales. Par ailleurs, la construction européenne s'est traduite par des transferts de souveraineté de l'État à l'Union européenne, par exemple pour la politique monétaire et le commerce extérieur.

4.

Débats en cours

La période actuelle est marquée, de manière contradictoire, par :

- une **sollicitation croissante de l'État** comme garant de la cohésion nationale et de la protection des citoyens et des personnes morales, avec ainsi un retour de l'État protecteur (la lutte contre le terrorisme ou encore contre la pandémie grippale a justifié des extensions de compétence exceptionnelles du pouvoir exécutif, faisant peser des menaces sur les libertés) ;
- une **contestation de la légitimité de l'État**, renforcée par une crise de la représentation politique, sur la manière dont la puissance publique exerce ses missions, voire sur le bien-fondé de son intervention.

Des monopoles publics ont ainsi disparu, comme celui de la télévision publique en 1982. Toujours dans le domaine de la communication, les **réseaux sociaux** relèvent essentiellement d'acteurs privés étrangers : le positionnement de l'État comme simple régulateur, qui plus est dans un cadre davantage supranational, traduit une prise de conscience des limites à l'action de l'État national.

Dans le domaine des **fonctions régaliennes**, le monopole de l'émission et de la gestion de la monnaie (en France, fonctions désormais exercées dans un cadre européen) est contesté à la faveur des évolutions technologiques, avec la montée en puissance des cryptomonnaies.

Sur le plan théorique, le **libéralisme économique**, remettant en cause l'efficacité de l'intervention de l'État, se traduit par des privatisations, une déréglementation

et une dérégulation des marchés, en considérant que les règles du marché assurent un optimum, à contre-courant des positions des partisans d'un État régulateur, assurant notamment un rôle de protection de l'économie nationale à l'ère de la mondialisation.



Question à réponse courte

L'État est-il légitime à intervenir dans le domaine économique ?

L'apparition de l'État est caractérisée par l'exercice de sa souveraineté sur un territoire et une population, conduisant à l'exercice de fonctions régaliennes, au premier rang desquelles la défense contre les menaces intérieures et extérieures. L'entretien de la force publique et d'un système judiciaire se fonde sur des ressources fiscales : la perception de l'impôt et la répartition des dépenses publiques, au sein d'un budget, forment ainsi des fonctions économiques régaliennes concomitantes à l'apparition des États. S'est ajouté un rôle souverain pour l'émission de la monnaie. À la différence des keynésiens favorables à un État régulateur, les libéraux réfutent les autres interventions économiques de l'État pour soutenir la croissance économique et réduire les inégalités. En France, la conduite d'une politique douanière a toutefois fait consensus dès le XIX^e siècle parmi les missions économiques que doit exercer l'État, mais la levée progressive des barrières tarifaires depuis 1945 en a réduit la portée.

POLITIQUES PUBLIQUES

UN LIVRE COMPLET

Mettez toutes les chances de votre côté

Tout savoir sur les politiques publiques

- Que **désignent-elles** ?
- Comment les **aborder** ?

Organiser vos révisions

- Une **auto-évaluation** pour personnaliser vos révisions
- Un **planning de révision** pour organiser votre préparation
- Un **test bilan** pour faire le point

Retenir tout le cours

- **50 fiches** structurées en quatre points clés permettant de **mémoriser facilement les connaissances indispensables**
- De **nombreux schémas** pour approfondir vos connaissances

S'entraîner aux épreuves

- **50 questions à réponse courte** corrigées

Chaque politique régaliennne et sectorielle en 4 points :

- **Le contexte**
- **Les objectifs**
- **Les outils**
- **Les résultats et les débats**

OFFERT EN LIGNE

- ▶ Fil d'actu mois par mois
- ▶ 100 QCM interactifs

Des auteurs spécialistes du sujet

Formateurs au plus près de la réalité des épreuves

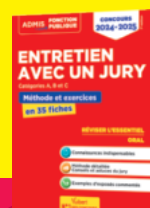
La collection
la plus
complète



Le Tout-en-un
pour une
préparation
complète



Les
Entraînements
pour se mettre en
condition



Les Fiches
pour aller à
l'essentiel

ISSN : 2114-9305
ISBN : 978-2-311-22171-8



9 782311 221718



20,90 €

Vuibert
N°1 DES CONCOURS